

GUERRES ET ÉCOCIDES :
responsabilités et engagements

Une série de huit conférences
au Complexe des Sciences Pierre-Dansereau de l'UQAM

Septième conférence

**La guerre = + de démocratie en Afghanistan
ou surtout = – au Canada?**

Présentation de Pierre Jasmin,
président des Artistes pour la paix

6 février 2008

PRÉAMBULE

Permettez un mot, en commençant, sur mon vieil ami Pierre Dansereau dont l'état de santé ne lui permet pas d'être présent ce soir, en ce Complexe des sciences de l'UQAM qui porte fièrement son nom. Il y a douze ans et demi, je passais deux semaines en sa compagnie et celle de son épouse Françoise dans sa petite maison de bois à Percé. Pierre Dansereau mérite d'autant plus qu'on évoque son nom en cette soirée qui rassemble écologistes et pacifistes, qu'il a été le premier chercheur de renom à inclure l'humain dans l'équation de l'écologie. À ce titre, il a reçu une quinzaine de doctorats honorifiques dans le monde. Il a toujours plaidé pour «l'austérité joyeuse» de la part des pays occidentaux privilégiés, afin qu'ils arrêtent le pillage organisé des pays du Tiers Monde. Cet idéal a été repris par un autre membre illustre des Artistes pour la Paix, Serge Mongeau, auteur de «la Simplicité volontaire».

L'idéal démocratique de justice sociale et de désarmement des Artistes pour la Paix va à l'encontre de la consommation abusive, des violences organisées et ouvre au partage équitable, non seulement avec le Tiers Monde mais aussi avec ce que le mouvement *Aide à Toute Détresse* appelle le Quart Monde, nos pauvres à nous, nos étudiants ciblés par des augmentations élitistes, nos mères célibataires, nos travailleurs à salaire minimal et nos autochtones, dont Richard Desjardins et Arthur Lamothe ont exposé la misère et l'abandon avec éloquence, dans ses films sur les Innus pour Arthur, et dans *le Peuple Invisible* pour ce qui est de Richard.

Nous sommes dans la semaine de prévention du suicide, il n'est pas inutile de le rappeler, vu que notre série de conférences a pour but de vous faire réagir contre le suicide collectif vers lequel le gouvernement actuel nous engage : le docteur Éric Notebaert vient de nous parler avec éloquence du nucléaire, à l'aide de tableaux sinistrement concluants; Aude-Emmanuelle Fleurant vient de nous révéler que la priorité de Harper, c'est plutôt la trentaine de milliards consacrée à la guerre (avions de transport de troupes, chars d'assaut, hélicoptères d'attaque, frégates converties de la défense vers l'attaque), puisqu'il a abandonné les cinq milliards de dollars promis aux autochtones par l'accord de Kelowna prévoyant logements sociaux et autres investissements : une conséquence de cet abandon, deux bébés morts de froid la semaine dernière !

LA GUERRE = PLUS DE DÉMOCRATIE EN AFGHANISTAN ?

Sans vouloir être démagogue, ces deux morts sont hélas, il faut le dire, une conséquence des milliards de \$ détournés vers la guerre à Kandahar, avec bien sûr, plus de 90% des 78 morts de soldats canadiens qu'a coûtées l'intervention militaire en Afghanistan. Et on ne parle pas des taux de suicide anormalement élevés qui guettent les vétérans de retour au pays, heureusement maintenant soignés pour leur stress post-traumatique, depuis que le général Dallaire l'a exigé. Une enquête par l'Université de Georgie révèle, aux États-Unis, une incidence jusqu'à 31 suicides par 100,000 vétérans d'Irak et d'Afghanistan, contre 8,3 par 100 000 dans la population normale. Aujourd'hui même, dans *le Journal de Montréal*, la journaliste Valérie Drapeau relève les plaintes du colonel Michel Drapeau, rédacteur du magazine militaire *L'Esprit du Corps*, qui déplore l'absence totale de collaboration de la part des gens des relations publiques de l'armée canadienne, dont le nombre a pourtant explosé jusqu'à six cents postes. Occupés à planifier leur propagande d'écoles en campus universitaires, ils ne peuvent répondre à une question simple : combien de soldats blessés en Afghanistan ? Le colonel Michel Drapeau est forcé de supputer qu'il y en a plus d'un demi-millier, dont certains cas très graves : amputation de membres, internements en asiles psychiatriques, etc...

Au Réseau de l'Information (SRC), le 1^{er} février, trois députés de l'opposition déploraient la culture du secret du gouvernement Harper qui empêche la divulgation d'informations jugées essentielles, selon eux, pour comprendre s'il y a réellement progrès démocratique en Afghanistan, informations en l'absence desquelles le trio s'entendait pour juger l'attitude du gouvernement « anti-démocratique ». Le représentant conservateur a alors répliqué en ondes : « On est en démocratie, puisqu'on vous laisse parler! ». Méditons sur cette réflexion fasciste d'un représentant de gouvernement pourtant minoritaire, avant d'apposer nos X sur les prochains bulletins de vote au fédéral !

L'absence de données sur l'Afghanistan sévit évidemment encore davantage sur les morts civiles afghanes. Car il est difficile de croire aux communiqués triomphalistes de l'armée canadienne qui nous annoncent à l'occasion « quarante-deux morts chez les Talibans à la suite d'une expédition militaire sur tel ou tel village », surtout quand l'âge des morts en question s'échelonne de 3 à 83 ans. Sur le secret entourant le transfert des prisonniers afghans, je vous

invite à lire l'excellente série de reportages par Michèle Ouimet dans *La Presse*. Est-on en train de construire ou non une aile spéciale à la prison de Pul-E Charki ? Une chose est sûre : des prisonniers afghans capturés par les Canadiens ont été torturés par les services secrets afghans et d'autres ont «disparu». Certains d'entre eux ont-ils réapparu à Guantanamo? Heureusement, *Amnistie Internationale* enquête.

Quand au progrès démocratique en Afghanistan, j'ai été soumis avant-hier soir à Rideau Hall à un plaidoyer très émouvant de la gouverneure générale Michaëlle Jean, chez qui j'étais invité. Elle me relatait sa rencontre à Kaboul avec des veuves afghanes, certaines avec six enfants à charge, que des ONG canadiennes aident, à l'aide de micro-crédits, à gagner leur vie et celle de leurs enfants, sans devoir se plier à des coutumes ancestrales dégradantes, comme se marier au frère de leur mari défunt. Mais dans ce dossier sur le sort des femmes afghanes (je signale aussi un bel article dans *The Gazette* par Allison Lampert, hier), comment ne pas constater que les seigneurs de guerre ont écarté la députée dûment élue, Malalai Joya, que seul l'argent des syndicats canadiens a permis de faire venir au Canada, M. Harper étant muet sur son sort? Le chroniqueur de *la Presse* Patrick Lagacé a exposé récemment le cas du journaliste Sayed Perwiz Kambakhsh, 23 ans, arrêté et condamné à mort pour avoir suggéré que la place des femmes augmente dans la société afghane! *Reporters sans frontières* enquête et agit dans ce dossier.

Les supposés progrès de la démocratie se mesurent aussi à l'aune de seigneurs de la guerre qui se sont voté, dans un parlement qu'ils contrôlent désormais, l'amnistie générale pour tous les crimes qu'ils ont commis dans le passé, et à l'échelle d'une économie qui est redevenue totalement dominée par la culture du pavot et l'exportation d'opium (+ de 90% de la production mondiale).

Pour un portrait global afghan, je vous recommande la lecture indispensable de *L'Éthique du vampire* de mon collègue québécois Francis Dupuis-Déri.

LA GUERRE = MOINS DE DÉMOCRATIE AU CANADA

La deuxième partie de mon exposé portera sur l'état de la démocratie canadienne qui a permis cette expédition militaire insensée à Kandahar :

- une démocratie où tous les médias censurent les lettres des Artistes pour la Paix, que seul l'Aut'Journal accepte de publier
- une démocratie qui censure informations et manifestations qui aideraient à comprendre la frustration arabe et musulmane face à la brutalité occidentale contre la Palestine, en particulier la bande de Gaza, dont on refuse le choix démocratique pour mieux en dénoncer le terrorisme, hélas alimenté par notre refus de la démocratie
- une démocratie qui veut imposer le projet de loi C3, afin que le gouvernement canadien puisse continuer à mettre sous arrêt des immigrants accusés de crimes dont on refuse de leur communiquer la teneur pour ensuite les déporter dans des pays où l'on pratique la torture
- une démocratie où l'on ridiculise un témoin ancien attaché de presse de premier ministre, qui nous demande de regarder au-delà des 225,000\$ payés sous la couverture à son premier ministre, d'aller voir où sont passés les dix millions \$ dépensés (et déclarés) par Karlheinz Schreiber, qui se défend d'avoir représenté officiellement des industries militaires allemandes productrices d'hélicoptères et de chars d'assaut mais qui sort de prison avec une caution de milliers et de milliers de dollars payée par Marc Lalonde, dont on connaît le rôle d'éminence grise au parti libéral dans les quarante dernières années, et par Elmer MacKay, ex-ministre conservateur père de l'actuel ministre de la Défense
- une démocratie où toute référence à l'ONU est désormais remplacée par le NORAD et surtout par l'OTAN, dont le secrétaire général belge, souvenez-vous, avait persuadé la première ministre Kim Campbell d'acheter des hélicoptères EH-101 à 6 milliards de \$, pour être condamné par la suite pour avoir reçu des pots-de-vin de la compagnie Agusta, fabricante de ces Cormoran
- une démocratie où lorsqu'Énergie Atomique du Canada fait une grossière erreur en négligeant de réparer une vieille centrale dangereuse (Chalk River), on renvoie la présidente de la Commission de Sécurité qui a révélé cette erreur et en a tiré les

conséquences pour protéger la population

- une démocratie où l'on trouve des dizaines de milliards pour la guerre, mais où on laisse mourir les universités faute de quelques millions : c'est commode pour persuader les jeunes de plutôt s'enrôler dans l'armée !
- une démocratie, enfin, qu'on a odieusement manipulée pour engager nos troupes canadiennes dans une guerre à Kandahar. Plusieurs de ces infos sont déjà dans ma lettre publiée par la version électronique de l'Aut'Journal, mais quelques-unes proviennent d'Ottawa où j'ai passé les journées de dimanche et lundi avec des gens proches du ministère de la Défense.

Avec aussi des gens tels que le professeur Michael Byers de la Colombie Britannique. La commission Manley l'avait prié de soumettre un mémoire, vu sa réputation en tant que président d'une chaire de recherche en Politiques mondiales et en Loi internationale à l'Université de Colombie Britannique. Une simple recherche sur les cinq membres de la Commission «indépendante» Manley lui a suffi pour s'apercevoir que ces gens sont liés à l'industrie militaire ou à des corporations américaines aux intérêts militaires documentés. Trois des cinq ont des liens avec le parti conservateur. Selon Michael, même les États-Unis de Bush ont créé un *Irak Study Group* moins partisan que les supposés indépendants de Manley qui, sans surprise, ont recommandé d'étendre la mission, à la condition de certaines technicalités déjà remplies au ¾ par les États-Unis. Le comité Manley a même exclu les négociations diplomatiques avec les Talibans et le Pakistan, ainsi que tout recours à l'ONU plutôt qu'à l'OTAN, sans même expliquer pourquoi. Combien de temps, croyez-vous, Stéphane Dion, otage de Manley, va jouer à prétendre «défendre jusqu'au bout» sa décision de **sortir** les troupes canadiennes de Kandahar?

LA GUERRE = UN MILITARISME ACCRU AU CANADA

Autre question cruciale pour tout démocrate, comment les troupes canadiennes sont-elles

entrées à Kandahar? On sait qu'en mai 2006 le parlement a été saisi, sans consultations en comité, de l'urgence de prolonger la mission jusqu'en 2009. Le Bloc québécois et le NPD ont voté contre, contrairement aux libéraux compromis par les antécédents d'un Paul Martin dont le premier discours avait été de décréter la plus grosse augmentation du budget militaire depuis la Seconde Guerre Mondiale (affirmation bien chiffrée par l'Institut Rideau d'Ottawa de notre ami Steven Staples).

Puis Paul Martin a choisi et nommé Rick Hillier général en chef. Le discours de ce général en partie formé au Texas annonçait ses couleurs : il a déclaré que l'armée canadienne, par sa nomination, venait de retrouver sa mission originale qui est de tuer, en particulier ces *scumbags* de Talibans. Les Artistes pour la Paix ont immédiatement réclamé son renvoi. Et j'ai su, cette fin de semaine, qu'il était responsable d'avoir persuadé Martin d'engager à Kandahar, plutôt que dans une province paisible, l'armée canadienne mal équipée pour ce genre de mission agressive : ceci le rend à nos yeux accessoirement responsable de la mort de plus d'une soixantaine de soldats. En effet, le premier ministre lui avait posé au moins trois conditions :

1. Si on va à Kandahar, aura-t-on la liberté d'en sortir à tout moment?
2. L'armée canadienne est-elle assez bien outillée pour faire face à de tels ennemis?
3. Est-elle assez équipée pour mener de front, le cas échéant, une autre expédition militaire, par exemple si Haïti devenant incontrôlable, s'y déclençait un génocide à la rwandaise?

À ces trois questions, le général Hillier a répondu oui. Avouez qu'on assiste là à une pâle copie canadienne des mensonges de l'administration Bush qui, avec ses 935 communiqués mensongers dûment comptabilisés par des associations de journalistes indépendants, a envoyé les États-Unis en guerre en Irak. Hillier a plaidé plus tard une erreur de jugement : eh bien qu'il soit renvoyé! Pour mensonge ou pour incompetence, au choix!

J'ai eu le privilège de m'asseoir avec le général De Chastelain pendant trois heures vingt minutes le 28 novembre dernier au *Centre Droits et Démocratie*. C'est ce général en chef qui a patiemment réussi à organiser des destructions d'armes en Irlande et maintenant, le « révérend » Ian Paisley, chef des milices protestantes et Gerry Adams, chef de l'IRA, sont assis au Parlement en se contant mutuellement des blagues, au lieu de s'envoyer des bombes par terroristes interposés. Je lui ai raconté l'insolence du général Hillier qui assistait (une première, dans

l'histoire canadienne), qui assistait donc à la démotion du ministre Gordon O'Connor qui l'avait pourtant aidé, en lobbyiste d'une vingtaine de compagnies militaires, à équiper l'armée canadienne de commandes pour 31 milliards de \$. Mais une rivalité de gallonnés les avait jadis opposés dans l'armée et Hillier riait avec les journalistes, légèrement perturbés par le laisser-aller du premier ministre qui laissait ainsi humilier son collaborateur de dix-huit mois. Le général De Chastelain n'a pas paru surpris de cette anecdote, pour avoir sûrement déjà connu les faits et m'a fait cette réponse longuement mûrie, qui, selon moi, mériterait de faire la «une» des journaux, de la part d'un général qui a longtemps été à la tête de l'armée canadienne, qu'il a même une fois envoyée sur le terrain civil, puisqu'il la dirigeait lorsqu'elle est intervenue pour séparer les Warriors de la Sûreté du Québec à Kanesatake, à Oka en 1990. Il m'a dit que lui-même était «de l'école croyant en la primauté du pouvoir civil sur le militaire, même...» a-t-il ajouté, peut-être au courant de la complicité des Artistes pour la Paix avec Jean Chrétien dans ce dossier épineux, «même dans l'affaire du régiment aéroporté que l'Honorable Chrétien avait dissous dans la foulée des tortures en Somalie ».

APPUI À L'OTAN = ÉLOIGNEMENT DE L'IDÉAL DE L'ONU

Le général Hillier méprise en outre le travail des Casques Bleus. De 3200 lorsque le ministre des Affaires extérieures Lloyd Axworthy était en poste, ils sont passés à une cinquantaine aujourd'hui : selon les calculs du docteur Walter Dorn, le Canada est passé du 1^{er} au 56^e rang mondial! Tant pis! Le Darfour, le Ghana, le Kenya, le Tchad et le Congo attendront, les morts se compteront par centaines de milliers, puisque la priorité c'est d'étaler la musculature militariste en Afghanistan face à l'Iran et surtout de se rapprocher de l'OTAN, en rendant l'ONU impuissante.

Et voici le dernier volet de ma présentation qui vous exprimera :

- la honte pour notre pays qui lors d'une résolution de l'ONU en faveur de la Palestine, n'a plus rejoint la quarantaine d'abstentions, ni évidemment les 142 pays qui ont voté en faveur. Non, on s'y est opposé avec Israël, les États-Unis et deux micro-états de la Polynésie

- la honte pour notre pays qui selon une enquête de la CBC (Radio-Canada anglais) a

septuplé ses exportations d'armement, de 140 millions de \$ en 2001 à 900 millions de \$ en 2003 et 2004, pendant que ses exportations de munitions passaient de 20 millions de \$ en 2001 à 120 à 140 millions de \$, de 2004 à 2006. Le Canada rejoint désormais les cinq pays membres permanents du Conseil de Sécurité (sic!) comme sixième plus grand vendeur d'armes de la planète. Comme notre pays a bien appris de Karlheinz Schreiber! Comme le Canada s'éloigne des recommandations de la Commission de gouvernance globale présidée par Nelson Mandela et Gro Brundtland!

- la honte pour notre pays qui renie sa politique traditionnelle anti-nucléaire en se rapprochant de l'OTAN. J'ai personnellement traduit en mai dernier l'appel de Canadiens éminents rassemblés par le *Réseau pour abolir les armes nucléaires*. Je vous en lis l'essentiel :

«Nous sommes inquiets du fait que le Canada continue d'appuyer les politiques de l'OTAN qui permettent non seulement les menaces, mais encore l'utilisation possible d'armes nucléaires. Ces politiques font fi des conséquences catastrophiques sur l'humanité, l'environnement et l'économie résultant de l'utilisation d'une seule arme nucléaire, si petite soit-elle. Rappelons que le pouvoir dévastateur d'une charge nucléaire moyenne équivaut à vingt fois la puissance de la bombe d'Hiroshima.

De telles politiques bafouent l'état de droit qui prévaut sur les armes nucléaires, tel qu'édicté par la Cour internationale de Justice en 1996. Cette déclaration confirme que, en pratique, l'utilisation et la menace d'utilisation d'armes nucléaires sont illégales. L'avis consultatif conclut unanimement que *il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international sévère et efficace*.

Nous sommes de fervents partisans de l'obligation, en vertu du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), d'éliminer les armes nucléaires selon les treize étapes pratiques approuvées en l'an 2000. Même si le Canada a conservé son siège à l'OTAN depuis cet avis qui date de plus de dix ans, rien ne nous laisse croire que le Canada ait connu quelque succès dans le désarmement nucléaire, ni même dans la direction d'une fin à la dépendance des armes nucléaires par l'OTAN.

Car les politiques actuelles de l'OTAN comprennent :

- le maintien d'armes nucléaires pour une période indéterminée
- la possibilité d'une première frappe par des armes nucléaires
- le déploiement d'armes nucléaires et des plans pour leur utilisation par des états non dotés d'armes nucléaires (« partage nucléaire»)
- une planification continue d'utilisation d'armes nucléaires.

Les politiques actuelles de l'OTAN sont donc en parfaite contradiction avec les engagements des pays membres de l'OTAN dans le programme du TNP.

Nous sommes également préoccupés par les politiques américaines actuelles concernant les armes nucléaires et leurs conséquences à l'OTAN. Car la politique américaine prévoit actuellement :

- le maintien d'armes nucléaires à de hauts niveaux d'alerte¹
- le développement de nouvelles armes nucléaires²
- l'utilisation d'armes nucléaires contre toute attaque chimique ou biologique³
- l'utilisation d'armes nucléaires contre certains états reconnus comme non dotés d'armes nucléaires⁴

Exécuter ou même planifier le déclenchement d'armes nucléaires rend les responsables, y compris les membres de gouvernements impliqués, passibles de poursuites pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Nous faisons donc appel au Gouvernement du Canada pour qu'il incite tous les pays de l'OTAN à faire une révision de la doctrine stratégique de l'OTAN. »

Il y a deux semaines environ, paraissait une lettre signée par cinq ex-généraux en chef de quatre pays de l'OTAN (plus la France, avec l'amiral Dextraze) qui recommandaient l'utilisation d'une frappe **préventive** nucléaire contre l'Iran. Évidemment, vu l'échec des interventions

¹ Cela constitue une violation de l'entente de 2000 sur les 13 étapes pratiques qui « réduiront la situation opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires »

² Une telle planification est en violation de l'Art. VI sur l'obligation de désarmement en vertu du TNP.

³ Une telle planification est en violation des exigences légales qui stipulent qu'une réaction militaire doit être proportionnée.

⁴ Une telle utilisation enfreint les « garanties négatives » de sécurité offertes par les états dotés d'armes nucléaires pour prolonger le TNP en 1995. Ces menaces alimentent le désir des états non dotés d'armes nucléaires de se procurer ces armes. Vous pouvez retrouver la résolution 984 du Conseil de sécurité des Nations Unies au

militaires en Afghanistan et en Irak, les militaristes se fâchent tout rouge et deviennent semblables au *Dr Strangelove* du film du regretté Stanley Kubrick. On en est là comme degré d'irresponsabilité et c'est pourquoi nous avons cru bon vous rassembler aujourd'hui. Vous pourrez méditer la naïve question qui est le titre du livre de Jean-François Rioux, chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM : «L'intervention armée peut-elle être juste ?» Il me semble que poser la question, en dehors du cadre très strict des Casques Bleus, c'est y répondre.

CONCLUSION

En terminant, je vous signale deux autres interventions des Artistes pour la Paix d'ici une semaine à Montréal :

Samedi le 9 février, le collectif *échec à la guerre* auquel nous participons organise des audiences populaires, sous la présidence d'honneur de notre propre co-présidente d'honneur, Antonine Maillet. C'est l'écrivain Bruno Roy* qui fera la présentation des Artistes pour la Paix dans l'après-midi au Centre Saint-Pierre, où l'on prévoit celle de près de quarante mémoires de groupes différents. François Avard sera un des commissaires.

Jeudi le 14 février, c'est le côté givré des Artistes pour la Paix alors qu'on proclamera l'Artiste pour la Paix de l'année à la Chapelle historique du Bon Pasteur, au 100 Sherbrooke est à 10h30 du matin**. Les trois lauréats des années passées furent Wajdi Mouawad, Luc Picard et la regrettée Myra Cree.

Enfin, il y a présentement six cent vingt-cinq membres des Artistes pour la Paix et pour plus d'informations, je vous invite à consulter notre site internet www.artistespourlapaix.org

* En réalité, un extrait du mémoire signé Bruno Roy et Pierre Jasmin a été lu le 9 février par un des deux vice-présidents des Artistes pour la Paix, le comédien jeunesse et musicien Louis-Dominique Lévesque

** Dan Bigras, chanteur, comédien et cinéaste a été proclamé Artiste pour la Paix 2007 en présence de Richard Séguin, coprésident d'honneur des APLP ainsi que de Armand Vaillancourt,

APLP 1993

Ce discours a été prononcé au 100 ouest rue Sherbrooke devant près de trois cents personnes attirées par la conférence organisée conjointement par Pugwash, les Artistes pour la Paix et l'Institut de l'Environnement ainsi que son Forum, avec la participation de trois savants de Toronto (deux de Pugwash et l'un de Science for Peace : Adele Buckley, Walter Dorn et Derek Paul), de mesdames Aude-Emmanuelle Fleurant et Louise Vandelac, Éric Notebaert président des Professionnel-le-s de la Santé pour la Survie mondiale et Dimitri Roussopoulos, président des Citoyen-ne-s pour un ministère de la Paix. Un discours de bienvenue fut prononcé par Michèle Nevert, présidente du Syndicat des Professeures et Professeurs de l'Université du Québec à Montréal et la soirée fut placée sous l'animation éclairée de l'écrivain Dany Laferrière